

IMPORTANCE ET OBJECTIFS DU SUJET

Alors que le statut de l'entrepreneur vient d'être lancé au Maroc, le soutien à la création d'entreprise s'est placé au cœur de la nouvelle politique de la société nationale d'investissement et des institutions tributaires de cette activité, et à l'instar de ses améliorations, la création des Start-ups commence à devenir la forme du travail choisit par une partie importante de la nouvelle génération. Pourtant, il existe encore des obstacles qui ralentissent cette liberté d'entreprendre.

Pour être plus proche du sujet, il faut préciser qu'au départ, la plupart des Start-ups commencent leurs activités par autofinancement et puisqu'il y a un besoin d'autres compétences et parfois un manque de source de financement, l'entrepreneur se trouve obligé de collaborer avec une ou plusieurs autres personnes et donc partager sa part de l'entreprise et la voir diminuer à un certain pourcentage selon les situations. Et là, les scénarios envisagés dans les deux cas nous mènent vers **deux positions** :

- Soit se limiter aux ressources internes et donc ne faire appel qu'autofinancement ou Bootstrapping qui signifie le démarrage de cette dernière sans aide extérieure. Les startups financent le développement de leur activité par le biais des flux de trésorerie interne ou par un apport personnel et sont prudents avec leurs dépenses. En général, au début d'une startup, une petite quantité d'argent sera mis de côté pour le processus d'autofinancement.
- Ou bien se rattraper la situation par une levée de fonds qui s'ouvre à l'externe et qui est en quelque sorte un appel à l'aide pour les personnes qui souhaitent démarrer une entreprise, la relancer, l'améliorer ou la développer. Elle consiste en fait à faire appel à des investisseurs extérieurs quelconques pour donner les fonds nécessaires au développement d'une activité et à l'augmentation de la part capital d'une entreprise. La levée de fonds peut également être utilisée pour alimenter les fonds propres d'une entreprise afin qu'elle augmente ainsi son capital et puisse prétendre à des prêts plus intéressants.

Et suite à cette levée des fonds, les investisseurs actionnaires, participent aux assemblées générales et disposent des droits en matière de distribution des bénéfices de l'entreprise. Si on transpose ces faits sur la société marocaine, l'une des inadéquations, c'est que, les entrepreneurs marocains n'acceptent pas la notion du partage pour éviter le risque qui peut surgir avec l'arrivée d'un nouveau investisseur en croyant ainsi que ce partage implique automatiquement un partage de la valeur globale de l'entreprise.

Dans ce contexte turbulent caractérisé par une concurrence acharnée, la présence du risque et de l'incertitude, les statistiques ne sont pas prometteuses, affirmant ainsi, que 9 Start-ups sur 10 n'arrivent pas à survivre et ce constat est lié dans certains cas aux décisions qui sont mal- placées, en particulier celles de financement. C'est pour cela qu'il nous a paru d'ordre crucial de braquer les projecteurs sur une problématique autant importante qu'elle peut impacter l'avenir de l'entreprise et qui se présente comme suit : ***L'entreprise créée, doit-elle opter pour une levée de fonds externe ou bien se limiter au Bootstrapping ? Et quelles sont les procédures à suivre dans le cas choisit ?***

L'objectif de notre thématique va donc porter sur un intérêt double :

- D'un point de vue instructif : Tant que cette étude va servir comme base aux futurs entrepreneurs pour les aider à bien cibler les actions à mener, en terme de levée de fonds qui contribue au développement de l'activité, à l'accompagnement et des nouvelles compétences apportées par les investisseurs, ou bien de se limiter à l'autofinancement qui garantit un meilleur contrôle sur les dépenses, les couts et les résultats.
- En terme d'intérêt scientifique ; la présente problématique devra mettre à la disposition de tout intéressé désireux de travailler ou d'investiguer dans le même thème, un arsenal d'informations et d'analyses. Elle va illustrer en plus de ça un aperçu analytique sur la situation de l'entrepreneuriat au Maroc et des contraintes de financement qui vont avec ce qui va servir aux autorités dans d'autres projets futurs.